



Assemblée générale

Distr. générale
4 août 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 114 de l'ordre du jour provisoire*

Élimination du racisme et de la discrimination raciale

Situation financière du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Rapport du Secrétaire général**

1. Conformément au paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe), les États parties prennent à leur charge les dépenses des membres du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour la période durant laquelle ceux-ci s'acquittent des fonctions du Comité.
2. À sa quarante-septième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 47/111 du 16 décembre 1992, dans laquelle elle a approuvé la modification de l'article 8 de la Convention qui avait été adoptée à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention en janvier 1992 (voir annexe I); et prié le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées pour que le Comité soit financé par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies à compter du budget de l'exercice biennal 1994-1995 et de prendre les mesures voulues pour que le Comité puisse se réunir conformément au calendrier prévu en attendant l'entrée en vigueur de ladite modification.
3. Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué la modification à tous les États parties le 1er mars 1993. On se souviendra qu'à leur quatorzième réunion, les États parties avaient décidé que ladite modification prendrait effet lorsqu'elle aurait été acceptée à la majorité des deux tiers par les États parties qui auraient adressé une notification à cet effet au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire. Au 15 mai 2000, 26 États parties à la Convention avaient adressé des notifications d'acceptation.
4. À sa cinquante-troisième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 53/131 du 9 décembre 1998, dans laquelle elle a invité instamment les États parties à hâter leurs procédures internes de ratification relatives à l'amendement concernant

* A/55/150.

** Note explicative établie en application du paragraphe 1 de la section C de la résolution 54/248 de l'Assemblée générale : document présenté le 31 juillet 2000 seulement dans un souci d'actualité.

le financement du Comité et à notifier par écrit au Secrétaire général, dans les meilleurs délais, leur acceptation de cet amendement, conformément à la décision prise à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et approuvée par l'Assemblée générale; prié le Secrétaire général de continuer à prendre les dispositions financières voulues et à fournir les moyens et l'appui nécessaires, y compris une assistance appropriée de la part du Secrétariat, pour assurer le bon fonctionnement du Comité et lui permettre de faire face à sa charge de travail, qui ne cessait d'augmenter, et lui a demandé d'engager les États parties redevables d'arriérés à régulariser leur situation et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-cinquième session.

5. En 1999 et 2000 respectivement, le Comité a tenu deux sessions ordinaires conformément au calendrier prévu. Conformément à la résolution 47/111, ces sessions ont été financées par prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, aucune contribution n'a été mise en recouvrement auprès des États parties en 1999 ni en 2000. Il n'en demeure pas moins que plusieurs États sont toujours redevables d'arriérés du fait qu'ils n'ont pas acquitté des contributions précédemment mises en recouvrement. Au 30 juin 2000, le total des arriérés dus s'élevait à 173 572 dollars des États-Unis, répartis comme il est indiqué dans l'annexe II du présent rapport.

Annexe I

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ouverte à la signature à New York le 7 mars 1966 : approbation par l'Assemblée générale de la modification proposée à l'article 8

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire de la Convention, et se référant à la notification dépositaire C.N.285.1991.TREATIES-4 du 20 décembre 1991, a l'honneur de communiquer ce qui suit :

2. On se souviendra qu'à la 22e séance de la quatorzième Réunion des États parties, tenue le 15 janvier 1992, les États parties à la Convention susmentionnée ont décidé :

« 1. De remplacer le paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention par le paragraphe suivant : 'Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fournit au Comité le personnel et les moyens dont il a besoin pour s'acquitter efficacement des fonctions dont le charge la présente Convention';

2. D'ajouter à l'article 8 un nouveau paragraphe 7 libellé comme suit : 'Les membres du Comité créé au titre de la présente Convention reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies, dans les conditions fixées par l'Assemblée générale';

4. Que cette révision prendrait effet lorsqu'elle aurait été approuvée par l'Assemblée générale et acceptée à une majorité des deux tiers par les États parties qui auraient adressé une notification à cet effet au Secrétaire général en sa qualité de dépositaire. »

3. L'Assemblée générale a approuvé cette modification à sa quarante-septième session (résolution 47/111 du 16 décembre 1992). En application du paragraphe 4 précité, la révision prendra effet lorsqu'elle aura été acceptée par le nombre requis d'États parties qui auront adressé une notification à cet effet au Secrétaire général.

Annexe II

État des contributions au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale au 30 juin 2000

(En dollars des États-Unis)

<i>États parties</i>	<i>Contributions exigibles au 31 janvier 1993</i>	<i>Contributions mises en recouvrement en 1993</i>	<i>Montants recouvrés de 1993 à 2000 au titre de 1993 et d'exercices antérieurs^a</i>	<i>Contributions exigibles au 30 juin 2000</i>
Afghanistan	1 348,00	877,00	–	2 225,00
Algérie	–	1 177,00	1 177,00	–
Allemagne	–	18 294,00	18 294,00	–
Antigua-et-Barbuda	–	877,00	877,00	–
Argentine	690,00	1 941,00	2 631,00	–
Australie	–	3 811,00	3 811,00	–
Autriche	–	2 341,00	2 341,00	–
Bahamas	–	896,00	896,00	–
Bahreïn	–	920,00	920,00	–
Bangladesh	876,00	877,00	1 753,00	–
Barbade	362,00	877,00	1 239,00	–
Bélarus	1 426,00	1 869,00	–	3 295,00
Belgique	–	2 900,00	2 900,00	–
Bolivie	362,00	877,00	–	1 239,00
Botswana	–	877,00	877,00	–
Brésil	1 792,00	4 056,00	5 848,00	–
Bulgarie	431,00	1 104,00	1 535,00	–
Burkina Faso	6 629,83	877,00	–	7 506,83
Burundi	8 899,00	877,00	–	9 776,00
Cambodge	2 244,00	877,00	–	3 121,00
Cameroun	942,04	877,00	–	1 819,04
Canada	7 004,00	–	7 004,00	–
Cap-Vert	7 162,00	877,00	–	8 039,00
Chili	1 006,00	1 015,00	2 021,00	–
Chine	–	2 367,00	2 367,00	–
Chypre	–	896,00	896,00	–
Colombie	(0,09)	1 109,00	1 109,00	(0,09)
Congo	2 597,00	877,00	–	3 474,00
Costa Rica	3 888,86	872,00	–	4 760,86
Côte d'Ivoire	1 937,00	896,00	2 343,00	490,00
Cuba	–	1 035,00	1 035,00	–
Danemark	–	2 122,00	2 122,00	–
Égypte	–	994,00	994,00	–
El Salvador	7 162,00	877,00	–	8 039,00
Émirats arabes unis	–	1 280,00	1 280,00	–
Équateur	913,00	916,00	1 773,50	55,50
Espagne	–	4 777,00	4 777,00	–

<i>États parties</i>	<i>Contributions exigibles au 31 janvier 1993</i>	<i>Contributions mises en recouvrement en 1993</i>	<i>Montants recouvrés de 1993 à 2000 au titre de 1993 et d'exercices antérieurs^a</i>	
			<i>Contributions exigibles au 30 juin 2000</i>	<i>Contributions exigibles au 30 juin 2000</i>
Estonie	–	1 205,00	–	1 205,00
Éthiopie	(514,00)	877,00	363,00	–
Fédération de Russie	18 149,00	12 750,00	30 899,00	–
Fidji	362,00	877,00	1 239,00	–
Finlande	–	2 007,00	2 007,00	–
France	–	12 590,00	12 590,00	–
Gabon	892,00	892,00	–	1 784,00
Gambie	7 831,00	877,00	–	8 708,00
Ghana	–	877,00	877,00	–
Grèce	–	1 524,00	1 524,00	–
Guatemala	1 389,20	896,00	912,24	1 372,96
Guinée	903,80	877,00	–	1 780,80
Guyana	–	877,00	877,00	–
Haïti	1 750,00	877,00	–	2 627,00
Hongrie	–	1 199,00	1 199,00	–
Îles Salomon	2 244,00	877,00	3 121,00	–
Inde	–	1 562,00	1 562,00	–
Iran (République islamique d')	–	2 411,00	2 411,00	–
Iraq	(248,92)	1 117,00	868,08	–
Islande	–	916,00	916,00	–
Israël	1 949,00	1 320,00	3 269,00	–
Italie	(1,00)	9 456,00	9 456,00	(1,00)
Jamahiriya arabe libyenne	2 053,00	1 313,00	3 366,00	–
Jamaïque	362,00	877,00	1 239,00	–
Jordanie	–	877,00	877,00	–
Koweït	501,00	1 332,00	1 833,00	–
Lesotho	1 348,00	877,00	2 225,00	0,00
Lettonie	–	1 322,00	1 322,00	–
Liban	4 822,00	877,00	4 460,00	1 239,00
Libéria	7 139,00	877,00	–	8 016,00
Luxembourg	–	975,00	975,00	–
Madagascar	901,87	877,00	–	1 778,87
Maldives	–	877,00	877,00	–
Mali	9 850,00	877,00	–	10 727,00
Malte	–	877,00	877,00	–
Maroc	–	912,00	912,00	–
Maurice	–	877,00	877,00	–
Mauritanie	2 285,00	877,00	–	3 162,00
Mexique	–	2 567,00	2 567,00	–
Mongolie	876,00	877,00	–	1 753,00
Mozambique	5 097,00	877,00	–	5 974,00
Népal	876,00	877,00	1 753,00	–
Nicaragua	2 244,00	877,00	–	3 121,00

États parties	Contributions exigibles au 31 janvier 1993	Contributions mises en recouvrement en 1993	Montants recouvrés de 1993 à 2000 au titre de	
			1993 et d'exercices antérieurs ^a	Contributions exigibles au 30 juin 2000
Niger	2 750,00	877,00	–	3 627,00
Nigéria	1 899,00	1 251,00	3 150,00	–
Norvège	(15,00)	1 941,00	1 926,00	–
Nouvelle-Zélande	–	1 331,00	1 331,00	–
Ouganda	362,00	877,00	–	1 239,00
Pakistan	0,01	975,00	975,01	–
Panama	1 122,00	896,00	2 018,00	–
Papouasie-Nouvelle-Guinée	362,00	877,00	–	1 239,00
Pays-Bas	–	3 750,00	3 750,00	–
Pérou	2 469,00	975,00	3 444,00	–
Philippines	(211,11)	986,00	774,89	–
Pologne	610,00	1 744,00	2 354,00	–
Portugal	–	1 260,00	1 260,00	–
Qatar	393,00	955,00	1 348,00	–
République arabe syrienne	385,00	936,00	1 321,00	–
République centrafricaine	7 783,89	877,00	–	8 660,89
République de Corée	–	2 425,00	2 425,00	–
République démocratique du Congo ^c	(45,00)	877,00	–	832,00
République démocratique populaire lao	–	877,00	877,00	–
République dominicaine	3 523,00	892,00	–	4 415,00
République tchèque ^b	–	(502,00)	–	(502,00)
République-Unie de Tanzanie	1 898,00	877,00	–	2 775,00
Roumanie	1 819,00	1 184,00	3 003,00	–
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	–	10 836,00	10 836,00	–
Rwanda	876,00	877,00	–	1 753,00
Sainte-Lucie	–	877,00	877,00	–
Saint-Siège	–	877,00	877,00	–
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6 637,00	877,00	–	7 514,00
Sénégal	(816,19)	877,00	–	60,81
Seychelles	876,00	877,00	666,14	1 086,86
Sierra Leone	8 659,00	877,00	–	9 536,00
Slovénie	–	1 205,00	1 205,00	–
Somalie	7 028,00	877,00	–	7 905,00
Soudan	3 510,00	877,00	–	4 387,00
Sri Lanka	–	877,00	877,00	–
Suède	–	3 003,00	3 003,00	–
Suriname	3 084,00	877,00	3 961,00	–
Swaziland	362,00	877,00	1 239,00	–
Tchad	211,40	877,00	–	1 088,40
Togo	1 367,04	877,00	–	2 244,04
Tonga	798,00	877,00	–	1 675,00
Trinité-et-Tobago	820,17	955,00	1 775,17	–

<i>États parties</i>	<i>Contributions exigibles au 31 janvier 1993</i>	<i>Contributions mises en recouvrement en 1993</i>	<i>Montants recouvrés de 1993 à 2000 au titre de 1993 et d'exercices antérieurs^a</i>	
			<i>Contributions exigibles au 30 juin 2000</i>	<i>Contributions exigibles au 30 juin 2000</i>
Tunisie	–	916,00	916,00	–
Ukraine	3 026,00	4 820,00	7 846,00	–
Uruguay	385,00	936,00	1 321,00	–
Venezuela	–	1 788,00	2 933,47	(1 145,47)
Viet Nam	2 244,00	877,00	–	3 121,00
Yémen	924,00	877,00	–	1 801,00
Yougoslavie	1 435,00	1 122,00	–	2 557,00
Zambie	(2 146,88)	877,00	201,40	(1 471,28)
Zimbabwe	993,00	1 093,00	–	2 086,00
Total	196 109,92	217 024,00	239 561,90^d	173 572,02

^a Conformément aux états du Service des contributions au 30 avril 2000.

^b Un montant de 502 dollars, qui représente l'excédent de la contribution de 1991 versée par l'ex-Tchécoslovaquie, a été placé en attente en attendant une éventuelle décision de la République tchèque et de la Slovaquie.

^c Depuis le 17 mai 1997, le Zaïre a été rebaptisé « République démocratique du Congo ».

^d Y compris les sommes portées au crédit de cinq États parties sur le compte d'attente, soit 3 119,84 dollars au total.